

## Les européistes, qui affirment que la « construction européenne » sert à « faire le poids » face aux Américains ou aux Chinois, bradent le patrimoine des Français... aux Américains et aux Chinois



La liquidation du patrimoine des Français a franchi une nouvelle étape, ce vendredi 5 décembre, avec l'annonce de la privatisation partielle de l'aéroport de Toulouse-Blagnac par l'ancien banquier de Rothschild, Emmanuel Macron. Il s'agit d'un ballon d'essai avant le plat de résistance prévu dans l'avant-projet de loi prétendument pour « *la croissance et l'activité* » : la [privatisation des aéroports de Nice et de Lyon](#).

Rien ne justifie que l'État se sépare d'actifs qui sont au cœur de l'aménagement du territoire, qui servent l'intérêt général, qui sont en situation de monopole, et qui sont très rentables. Le gain dégagé par la cession de l'aéroport de Toulouse-Blagnac est une goutte d'eau face à l'océan de la dette publique dont le remboursement sert de prétexte au dépouillement de l'État. En outre, l'État se prive indûment d'un établissement dégageant chaque année des profits substantiels.

L'expérience a montré que lorsque les Français découvrent une décision aussi inexplicablement contraire à l'intérêt national et au bon sens politique, économique et financier, il est légitime de se demander si sa vraie motivation ne s'explique pas par de la corruption. C'est par exemple ce que l'on a appris, bien des années après les faits, avec l'affaire des vedettes vendues à Taïwan conduite par François Mitterrand contre nos intérêts les plus essentiels.

D'ailleurs, l'atmosphère d'abus de biens sociaux et de corruption généralisée qui règne dans l'entourage de François Hollande et qu'ont révélée les [affaires Jérôme Cahuzac](#) (décembre 2012), Yamina Benguigui (mars 2014), Aquilino Morelle (avril 2014), Jean-Marie Le Guen (juin 2014), Thomas Thévenoud (septembre 2014), Kader Arif (novembre 2014) et Faouzi Lamdaoui (décembre 2014) laisse craindre que la vente de l'aéroport de Toulouse-Blagnac ne vise, elle aussi, à satisfaire la cupidité sordide de quelques proches du pouvoir.

L'Union Populaire Républicaine (UPR) souligne d'ailleurs que le consortium sino-canadien qui doit faire main basse

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
sur l'aéroport de Toulouse comprend la société canadienne SNC Lavalin, bien connue outre-Atlantique pour les nombreuses [affaires de corruption](#) dans lesquelles elle a trempé.

Et même si cette vente scandaleuse ne s'explique pas par de la corruption, il n'en reste pas moins que François Hollande n'a absolument aucune légitimité pour procéder au bradage du patrimoine des Français au profit de prédateurs privés, puisqu'il a été élu sur la promesse, justement, de combattre le pouvoir de l'argent.

Les européistes, une fois encore, commettent leur forfait dans le dos des Français et les mettent devant le fait accompli, en présentant ce pillage de notre patrimoine collectif comme une chose badine et sans conséquence. Ce sont les mêmes qui prétendent « *construire l'Europe* » pour « *faire le poids* », comme ils disent, face aux Américains et aux Chinois et qui, dans le même temps, laissent vendre Alstom aux premiers et l'aéroport de Toulouse-Blagnac aux seconds.

L'UPR appelle les Français à ouvrir les yeux sur le pillage dont ils sont la cible et à y mettre un terme en libérant la France de la prétendue « *construction européenne* », avant qu'ils ne soient réduits à la condition d'esclaves.